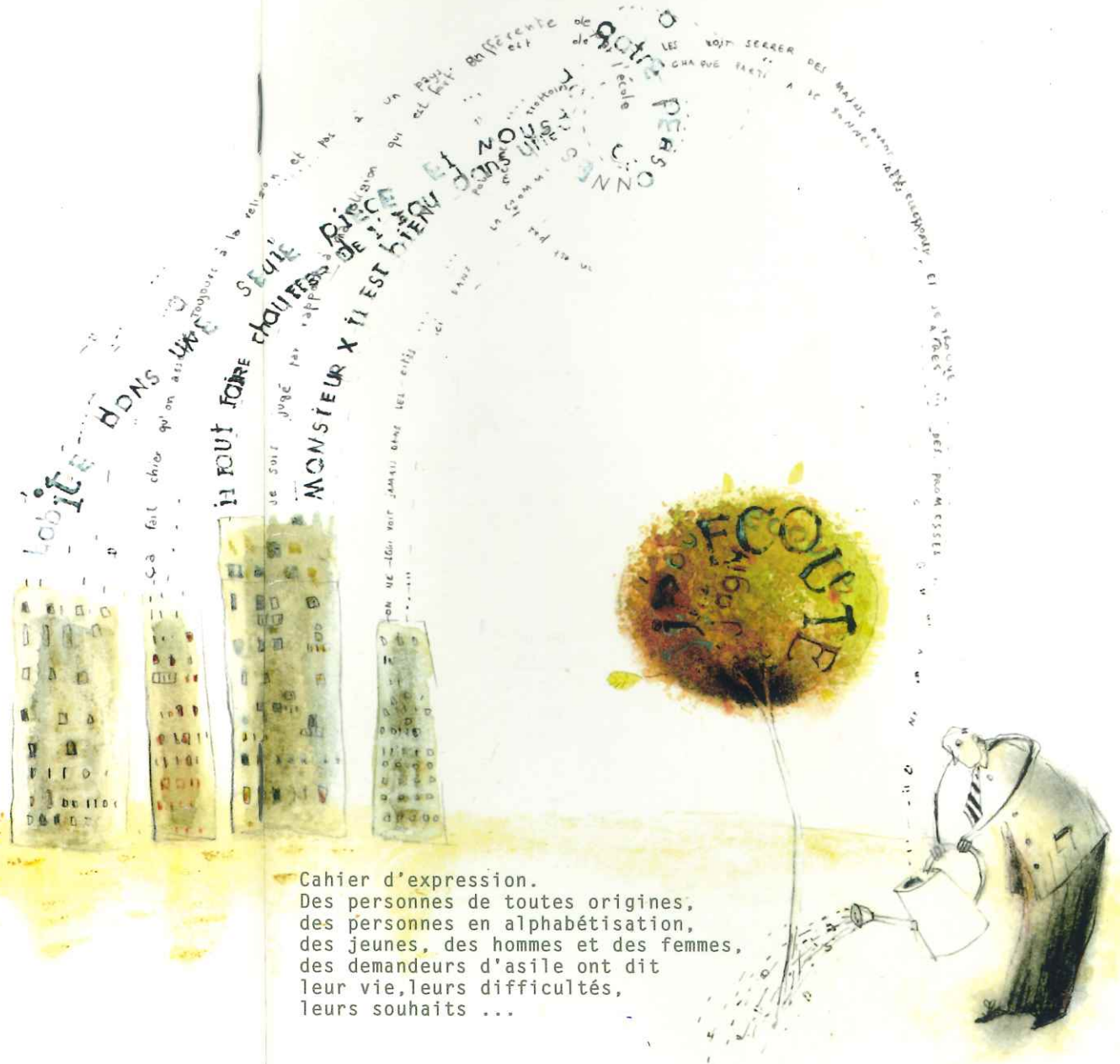


à nous la parole ...



Des personnes de toutes origines,
des personnes en alphabétisation,
des jeunes, des hommes et des femmes,
des demandeurs d'asile ont dit
leur vie, leurs difficultés,
leurs souhaits ...

Avec les soutiens de :









Ce cahier est un outil de mobilisation et de sensibilisation. Il a été réalisé dans une démarche collectivement partagée par les partenaires du projet. Il veut être une contribution au débat citoyen sans prétendre à la rigueur et au contrôle d'un travail scientifique.

Les partenaires porteurs

C.A.I. - Centre d'action interculturelle de la province de Namur, Cellule travail social de proximité et citoyenneté Ville de Namur, Espace communautaire - Maison des jeunes et de la culture des Balances, Infor-jeunes Namur, Jeunesse et culture - Maison des jeunes de Saint-Servais, Plomcot 2000, Régionale Pac Namur, Vie féminine Namur, secteur alpha - Sambr'elles Sambreville.

Avec la collaboration de

Afico - F.G.T.B, A.E.R. - Association européenne des russophones, Alpha 5000, Centre culturel albanais de Namur, Centre culturel turc et musulman de Namur, Crac'S Sambreville, Equipes populaires fédération de Namur, Femmes prévoyantes socialistes Namur, Gabs - Groupe d'animation de la Basse Sambre, Lire et Ecrire Namur, Plateforme communale des quartiers de Sambreville, Shota - association des femmes albanaises de Namur.

Coordination : Centre d'action interculturelle de la province de Namur.

1 Présentation du projet

Un pas de plus pour l'égalité des droits 5

2 Méthode de travail

L'observation participante 7

3 Le recueil

Les partenaires de la consultation 9

Le public s'exprime 13

4 Les animateurs racontent

Comprendre et commenter ... 29

5 Conclusion et perspectives

39

à nous la parole

1 Présentation du projet

Un pas de plus pour l'égalité des droits

Pour la première fois en Belgique, les citoyens non européens pourront aller voter. Ce sera le dimanche 8 octobre prochain, pour le scrutin communal. Plus de 1.000 citoyens étrangers en province de Namur pourront bénéficier de la loi du 19 mars 2004.

Le plein exercice du droit de vote est certainement un des éléments formels dont la concrétisation peut faciliter le processus de citoyennisation et la reconnaissance de chacun comme membre de la société. Pourtant, s'il reste un élément essentiel, le droit de vote est loin de représenter une condition suffisante pour promouvoir et garantir une réelle égalité des droits. Ainsi, l'information (cfr. brochure Fécri "Passport de l'électeur"), la formation n'atteignent pas certaines personnes. Beaucoup n'ont pas accès aux circuits et canaux de communication leur permettant d'accéder au mieux aux services à la collectivité. D'autre part il est parfois difficile pour une partie du public de trouver les relais ou de mobiliser des moyens nécessaires pour faire entendre leurs besoins.

Réunis à l'approche du scrutin local à l'initiative du Centre d'action interculturelle de la province de Namur, les partenaires du projet "Participations électorales 2006" ont entrepris une série d'actions dont les intentions découlent de ces constats.

Ce projet a comme objectifs de

- Susciter l'expression des publics concernés par la démarche quant aux difficultés concernant leurs conditions de vie et l'accès aux droits;
- Créer un espace de dialogue sur base de cette expression, en vue d'un processus d'interpellation visant la prise en compte par les partis politiques dans leurs programmes et par les pouvoirs publics ;
- Informer plus largement ces publics sur le système électoral et l'accès au vote.

C'est donc auprès d'un public varié qu'une consultation collective a été organisée durant les premiers mois de cette année électorale. Afin de susciter l'expression des personnes sur leurs difficultés de vie et d'accès aux droits, 21 rencontres ont été organisées, à Namur et à Sambreville, au sein de groupes rassemblant des personnes de toutes origines,



2 Méthode de travail

des personnes en alphabétisation, des jeunes, des hommes comme des femmes, des demandeurs d'asile ...

Le présent cahier collecte et traduit l'ensemble de cette démarche. Celle-ci servira de point de départ à la réalisation des objectifs cités.

Par le dialogue qu'elle tentera de concrétiser autour du vécu quotidien des gens, nous espérons que cette initiative amènera ces publics à participer activement et à tous les niveaux à la vie de la Cité.

Merci à toutes ces personnes qui ont accepté de participer à la démarche. Grâce à leur "parole" largement diffusée dans ce cahier, nous osons parier sur une sensibilisation accrue du grand public.

Enfin, nous attendons aussi une mobilisation toujours plus soutenue des responsables de la société. Nous espérons que les représentants des partis politiques, les décideurs et les pouvoirs publics prendront en compte ce témoignage direct du vécu des personnes - qui font partie de notre société - dans le but de trouver des solutions aux situations insatisfaisantes et de faciliter l'accès de tous aux droits.

L'observation participante

Dans ce compte-rendu, nous avons privilégié le contexte de la découverte comme contexte de départ de la consultation, contexte auquel est associée l'approche inductive, c'est à dire que nous avons considéré les interprétations données par les sujets eux-mêmes sur leur situation comme **dignes d'intérêt**.

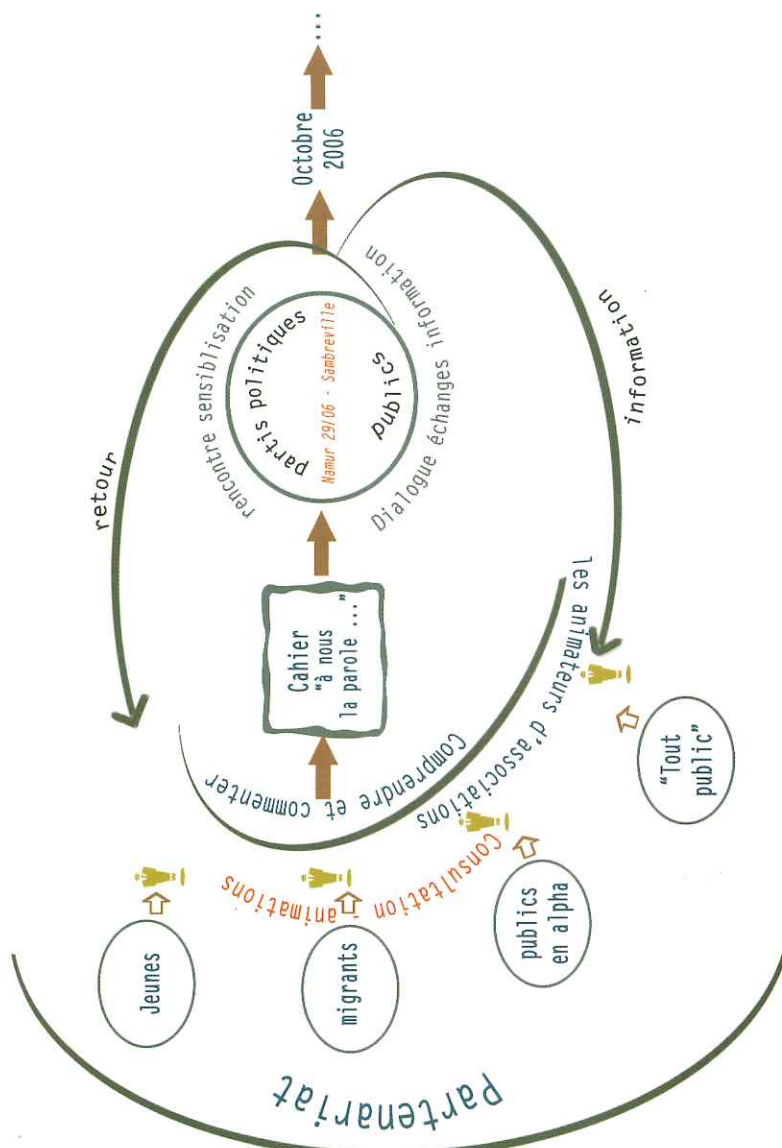
Nous avons opté pour une technique de cueillette des données utilisées en sciences humaines et en recherche qualitative : l'observation participante.

L'observateur impliqué peut comprendre le monde social de l'intérieur parce qu'il partage la condition humaine des sujets qu'il observe.

Il est un acteur social et son esprit peut accéder aux perspectives d'autres êtres humains en vivant les "mêmes" situations ou les "mêmes" problèmes qu'eux. Aussi, la participation, c'est à dire **l'interaction observateur-observé**, est au service de l'observation ; elle a pour but de recueillir des données (sur des actions, des opinions ou des perspectives des sujets) auxquelles n'aurait pas accès un observateur externe.

Mode de collecte	Types d'information	Choix des techniques impliquées
Observation participante (observateur connu).	<ul style="list-style-type: none">- Faits tels qu'ils sont pour les sujets observés;- phénomènes latents (échappant au sujet mais non à l'observateur).	- "entrevues" sur le vif pendant l'événement et observation directe, soit par personnes interposées: informateurs collègues

Le cahier "à nous la parole ..." : une étape du projet



3 Le recueil

Les partenaires de la consultation

La diversité des acteurs et des groupes qui ont participé à la consultation fut une vraie richesse. Quelques lignes ne sont pas de trop pour brosser les spécificités de chacun et son implication. La plupart des animations collectives réalisées ont été mises en œuvre de manière originale, pour le projet, entre février et mai 2006. Dans certains cas il s'est agi de reprendre et de valider des paroles récoltées dans d'autres cadres au cours de 2005.

Durant presque deux semaines, à la mi-avril, de grandes feuilles affichées dans le local du **Centre culturel albanais de Namur** ont surpris le public – essentiellement masculin – fréquentant ce lieu de rencontre. Chacun a été incité par les responsables de l'association à écrire, voire décrire sa situation. Les personnes se sont exprimées en français comme en albanais.

Pour la communauté turque, le permanent du **Centre culturel truc et musulman de Namur**, a organisé une rencontre avec des jeunes fréquentant l'association. 14 jeunes de 15 à plus de 30 ans ont fait ressortir de manière très

participative les questions préoccupantes pour ce public.

Au mois de mars, l'**Association européenne des russophones** a profité d'une séance d'information qu'elle organisait sur les aspects juridiques des statuts de séjour en Belgique, pour sonder les 30 participants – venant de toute la Belgique – sur leurs difficultés. 19 ont répondu au questionnaire distribué.

Dans les **cours de français oral assurés par le Centre d'action interculturelle en lien avec Lire et Ecrire Namur**, cinq animations ont eu lieu tous les jours de la semaine du 6 au 10 mars.

Partant de techniques adaptées au niveau de chaque groupe d'apprenants (collage, discussion sur le thème "comment se déroule votre journée?") les formateurs, aidés par une stagiaire assistante sociale ont pu retranscrire fidèlement un nombre impressionnant d'expressions sur la vie au jour le jour de ces personnes plutôt jeunes (moyenne 30 ans), en majorité des hommes (entre 60 et 70%) et de nationalité étrangère à 95%. Il s'agit d'un travail mené parallèlement à

une formation à la citoyenneté dont bénéficie le comité représentatif de la centaine d'apprenants accueillis dans ces cours.

Le comité, après avoir reçu cette formation, co-animera une réflexion sur les élections.

Dans le cadre d'un espace "RENCONTRES-DISCUSSIONS" mis en place par les apprenants, **les groupes Lire et Ecrire des quartiers de Namur (Germinal et Balances)** ont pu bénéficier d'une approche originale de la commune au travers de l'adaptation à un public adulte d'une animation initialement promue par le CRECCIDE, une institution dédiée à la promotion de la citoyenneté pour un jeune public. L'animation s'est déroulée les 17 et 24 février à l'Espace communautaire des Balances avec l'ensemble des deux groupes, constitués d'une dizaine de femmes entre 22 et 50 ans. Pour la plupart, il s'agissait de personnes d'origine étrangère mais de nationalité belge.

Organisé par **Alpha 5000**, l'atelier "EUREKA" est un cours supplémentaire de recherche sur des thèmes à choisir ensemble. Ici, au mois de

mars, un groupe de 12 personnes a pu travailler la question de la commune et de ses services comme sujet d'animation. Le groupe de 12 personnes était composé de 2 jeunes en dessous de 25 ans, 5 personnes entre 25 et 40 ans et 5 entre 40 et 60 ans – parmi lesquelles une grande majorité de femmes.

Vie Féminine Namur –secteur alpha organise des cours de français à Namur et à Sambreville via son antenne locale Sambre'elles. Lors de trois animations spécifiques, introduites par le jeu "MOTUS" – une technique d'expression semi-créative – 43 femmes et... 2 hommes de plus de douze nationalités différentes ont activement participé au recueil. Quatre groupes de niveaux différents étaient concernés.

En 2005, **le Groupe d'animation de la Basse Sambre** a décidé de lancer le projet "MIEUX CONNAITRE MA COMMUNE" : en 90 minutes, il propose des animations organisées quartier par quartier, de façon à toucher un maximum d'habitants des communes de la Basse-Sambre. Il s'agit d'un

module d'animation qui décode le fonctionnement de la démocratie communale en partant des réalités quotidiennes des participants. Le public visé est celui issu du milieu populaire de la Basse Sambre, c'est-à-dire celui qui présente des carences sociales et/ou culturelles et/ou économiques. Les commentaires et impressions des participants, l'ambiance générale des animations ont été extraits de cinq séances organisées entre mai et novembre 2005.

La Cellule concertation et citoyenneté de la Ville de Namur organise régulièrement des animations. Parmi celles-ci, un jeu de rôle, les "APPRENTIS ECHEVINS". Les participants – âgés de 10 à 13 ans – doivent émettre des propositions visant à améliorer la commune. Ils votent ensuite pour en retenir trois. Pour ce recueil, la Cellule a sélectionné les résultats des animations qui ont eu lieu ces deux dernières années.

Jeunesse et culture – Maison des jeunes de Saint-Servais a participé à la constitution du cahier d'expression. Ainsi un atelier rap a été mis sur pied avec les jeunes et le soutien professionnel

de Bienvenu Lamah. Dans le prolongement de cette action et dans le cadre des "RENCONTRES CITOYENNES" de la MJ, une soirée-débat, autour des textes créés par les jeunes sur le droit de vote des étrangers, a eu lieu le vendredi 21 avril à la maison des jeunes.

Courant de l'année 2005, **le Centre d'action interculturelle de la province de Namur** a impulsé une recherche action pour connaître la situation des groupes de jeunes issus de l'immigration et particulièrement les aspects insatisfaisants pour eux et pour leur entourage. Une première étape a été menée directement avec des jeunes de 13 à 22 ans, habitant Namur ville. 18 jeunes ont été interviewés individuellement. Un groupe d'environ 25 jeunes a ensuite validé les résultats de ces enquêtes. Les expressions recueillies alors ont été exploitées pour ce cahier.

Du côté de **l'Espace communautaire - maison des jeunes et de la culture des Balances**, un groupe de 8 jeunes, a participé à l'action "MESSAGERS DE LA DEMOCRATIE".

Au retour d'un voyage à Auschwitz en mars, ils ont pu échanger et s'exprimer au départ d'une animation intitulée "MOLECULE D'IDENTITÉ".

"Vous vous levez le matin, décrivez-nous quelques moments de votre journée, semaine ou week-end, tout en triant le privé du public?" Telle est la question de départ amenée par **Infor-jeunes** auprès d'un groupe de jeunes fréquentant le Céfa Libre de Namur. Autour d'une table, 6 jeunes ont ainsi débattu pendant 2 heures 30 de la citoyenneté et du vote, comme de leur vie quotidienne.

L'ASBL Afico, liée à la FGTB, a poursuivi, dans le cadre du recueil d'expression, une série de rencontres avec des demandeurs d'asile du centre d'accueil ouvert de Florennes. Afico a ainsi accompagné une démarche souhaitée par les demandeurs d'asile. Au départ de 5 à 8 personnes, le groupe s'est élargi. Un groupe de travail s'est constitué pour ordonner les témoignages. La dynamique en cours reflète bien les attentes très fortes de ce public. Les personnes concernées dans ces rencontres se révèlent très impliquées dans la formulation de ce qu'ils vivent et souhaitent.



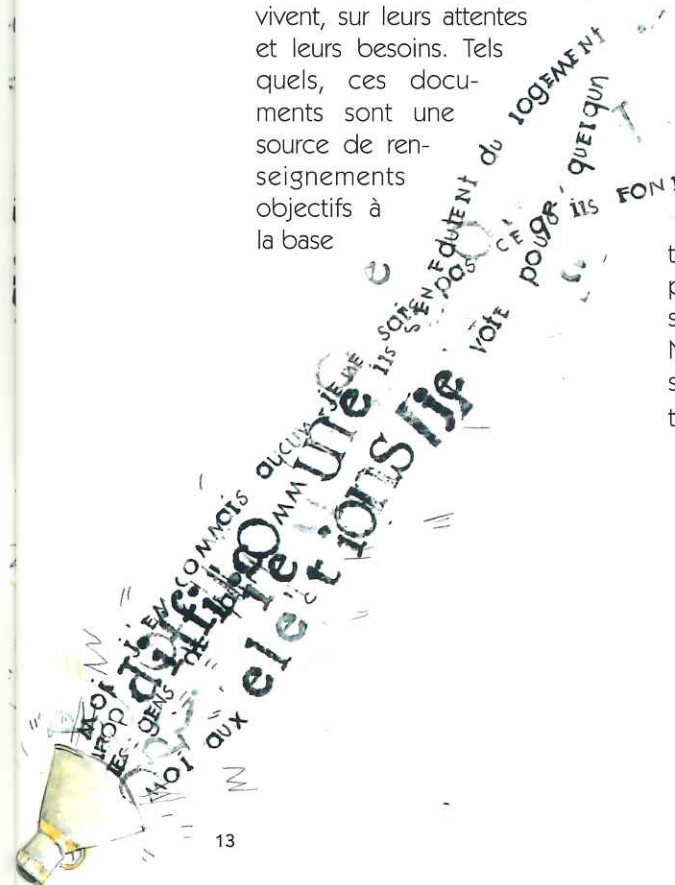
Le public s'exprime

Durant les diverses animations, l'observateur/participant a décrit les différents éléments concrets de la situation. Il a rapporté aussi textuellement les propos des acteurs observés, quand c'était possible. Ces compte-rendus descriptifs vont apporter une information sur la réalité dans laquelle évoluent les acteurs ainsi que sur leur perception de la situation qu'ils vivent, sur leurs attentes et leurs besoins. Tels quels, ces documents sont une source de renseignements objectifs à la base

de l'interprétation et de la compréhension de la réalité.

Nous l'avons dit, des animations se sont déroulées sur plusieurs mois dans le monde associatif de Namur et de Sambreville.

A ces occasions, des "paroles" ont ainsi été recueillies par des animateurs qui ont accepté de jouer aussi le rôle d'observateur/participant. Il s'agit de paroles de femmes, d'hommes, de jeunes d'origine étrangère ou non concernant divers aspects de leur vie individuelle ou collective. Ces "données brutes" rapportées par les observateurs/participants sont proposées ci-dessous sans transformation. Nous les avons simplement organisées en thèmes pour faciliter la lecture.



Le vote

Concernant ce sujet, une personne d'origine étrangère exprime son désarroi lorsqu'elle est allée voter pour la première fois :

"Le premier vote a été difficile car je voulais que quelqu'un m'accompagne, mais on n'a pas voulu. J'ai alors remis un bulletin blanc"

La connaissance ou pas des candidats semble un élément important:

"Moi, aux élections communales je vote pour quelqu'un que je connais". "Moi, j'en connais aucun je sais pas ce qu'ils font".

"C'est clair qu'avant d'aller voter, je veux savoir pour qui je vote et pour quoi, je vais pas y aller et cocher la première case sans savoir ce que c'est".

Un jeune regrette le manque d'informations :

"L'école ne nous informe pas sur la politique ou comment voter".

Un autre décrit un doute :

"Je pense que mon vote peut servir, mais est-ce qu'ils vont en prendre compte".

Une jeune étudiante dit son désappointement devant un acte dont elle ne comprend pas très bien la portée :

"T'imagines, on n'a pas pu partir en vacances parce que ma mère devait voter, t'imagines faire la file pour cocher un bout de papier, t'imagines, tu t'casses en Italie, t'es obligé de revenir pour voter".

Les représentations de la vie politique communale

Les discours sur ce sujet sont assez unanimes et disent le fossé d'incompréhension qui malheureusement subsiste toujours entre les élus et le citoyen :

mais moi, je trouve qu'ils devraient faire un parti unique, en les voyant, on dirait une vraie cour de récréation "

"La maison communale, c'est un lieu où des personnes se réunissent pour régler des choses "

"Pour éviter le racisme, c'est à nous à travailler et non à la politique ; celle-ci n'est pas compétente ; celle-ci ne fait que du bruit et rien de plus "

"Les hommes politiques, on les voit serrer des mains avant les élections, et après... Des promesses, toujours des promesses "

"Est-ce que les politiques peuvent changer les attitudes ? "

"On ne les voit jamais dans la cité (en parlant des élus) "

Certains s'informent ou ont vécu des expériences plus positives, ce qui donnent des représentations différentes :

"Je constate qu'à l'approche des élections, les promesses en tous genres sont toujours nombreuses et non tenues car une fois les élections passées, nous les immigrés, nous resterons toujours dans la même situation de précarité et de discrimination".

"Je ne me rendais pas compte de tout ce que pouvait faire une commune "

"On va voter pour élire des gens qui penseront à rien, qui penseront à eux, ils ne font pas les choses pour le peuple au gouvernement, mais ils pensent à la tunc, y'a pas un ministre qui va dire : ah ben on va faire ça pour le peuple, ça sera bien ! "

"Monsieur X (un élu communal), il est bien ! Il m'a déjà rendu des services ; il est toujours à mon écoute. Quand je le croise en rue, on se tutoie "

"Ici, dans la commune, on dépense l'argent pour refaire les trottoirs. Il y a d'autres choses à faire pour tant"

Le logement

Par rapport à ce thème, un grand mécontentement se devine dans les discours :

"Les gens de la commune, ils s'en foutent du logement".

"J'habite dans une seule pièce et nous sommes quatre personnes".

"Ils m'ont dit qu'à partir de dix-huit points, ça serait facile d'avoir un logement. Maintenant, mon propriétaire me dit que je dois quitter ma maison parce qu'il l'a revendue à quelqu'un d'autre".

"Je suis inscrit depuis plus de trois ans au Foyer Namurois et rien ne change. Je vais devoir quitter mon logement dans quelques mois et je ne sais pas où aller avec ma famille. Je suis allé à l'Agence Immobilière Sociale, mais c'est pareil et l'assistante sociale du CPAS ne m'aide pas".

"J'ai introduit une demande de logement social qui n'a pas eu de suite malgré ma famille nombreuse, mon épouse et mes quatre enfants. Pourtant, d'autres personnes que je connais avaient eu satisfaction même après avoir introduit leurs demandes bien après la mienne. Je dis qu'il y a une discrimination et je voudrais savoir sur quels critères les responsables de logements sociaux ou les Foyers se basent".

"Les propriétaires, quand ils entendent notre accent au téléphone, ils raccrochent direct".

Des problèmes d'hygiène sont liés à la précarité du logement :

"Il faut faire chauffer de l'eau dans une bassine pour se laver".

"Il y a même des petites bêtes qui marchent..."

Être étranger

La première difficulté souvent évoquée, c'est le problème de la langue :

"Il y a beaucoup de problèmes. D'abord, je ne parle pas bien le français, je ne connais pas les lois en Belgique et c'est important".

"J'ai peur d'aller aux permanences des élus politiques car je ne parle pas bien le français".

"Je regarde la télévision en allemand parce que je ne parle pas bien le français et je ne le comprends pas bien".

Un fort sentiment d'isolement se fait parfois sentir :

"Je ne sais pas où je dois aller, ce que je dois faire... Il faut quelqu'un pour parler, pour le travail, pour qu'on puisse connaître les lois".

"Je ne veux pas d'argent, je veux mes enfants. Quand il seront là, tout ira bien".

Plusieurs parlent de leur désespoir devant les difficultés de la régularisation ou les freins à l'intégration :

"Cela fait six ans que je réside en Belgique et ma famille et moi sommes sans papier. Nous espérons que les autorités

acceptent de régulariser notre situation administrative et nous permettre de jouir de nos droits comme tout citoyen. Nous sommes toujours sans aide sociale et vivons dans la précarité".

"C'est trop difficile, je suis toujours angoissée, je ne sais pas si je serai belge un jour".

"Je ne veux pas me marier avant d'avoir mes papiers, même si j'ai une amie. J'ai peur qu'on me reproche de me marier pour devenir belge".

"Je suis en attente de papiers. Je n'ai pas de papier. Je suis ici légalement, mais je n'ai pas le droit de passer mon permis de conduire ; je ne peux pas travailler".

"Un de mes enfants habite en Allemagne, ce n'est pas loin, mais je ne peux pas aller le voir parce que je n'ai pas les papiers".

"Des personnes comme mon propriétaire, il est très gentil, c'est comme mon père, je l'aime beaucoup. Les assistantes sociales, elles me connaissent bien, elles aiment bien les personnes étrangères. Mais quand on est étranger, on a besoin de beaucoup de choses".

La religion est aussi abordée de manière discrète et les propos soulignent l'incompréhension et l'amalgame souvent rencontrés :

"Je suis fort jugé par rapport à ma religion qui est différente de celle pratiquée par l'école".

"Ca fait chier qu'on associe toujours à la religion et pas à un pays. On est des Turcs, il y a des Arabes, des Albanais. On n'est pas les mêmes".

Ici la demande est concrète :

"Je lance un appel aux autorités namuroises afin d'obtenir un cimetière pour notre communauté albanaise comme c'est déjà le cas dans d'autres villes".

Ou encore :

"J'aimerais pouvoir aller dans une piscine qui serait uniquement réservée aux femmes, selon un horaire fixé par le responsable, bien entendu".

Plusieurs personnes se disent victimes de racisme et /ou de discrimination :

"On est tous des arabes, des bouniouls. J'étais chauffeur de taxi. Je suis allé prendre en charge une cliente dans un café. Quand je suis rentré on m'a refusé. La patronne m'a dit : je ne te veux pas ici".

"A l'école, pendant six ans, j'en ai eu plein la gueule car à l'époque, j'étais la seule personne d'origine étrangère de tout l'établissement".

"A l'école, je faisais le travail pour un copain et le même pour moi. J'avais toujours moins que lui".

"A Namur, il n'y a pas de racistes, mais on n'aime pas les noirs, les arabes, mais ils vont en vacances chez nous : en Turquie, en Tunisie et ils disent que là-bas les gens sont sympas ; on juge les personnes d'ici sans les connaître".

"Je suis chauffeur TEC. Quand j'ai fait la 27, je n'ai pas eu de problème, mais je sais qu'à des jeunes on (des collègues) a déjà demandé sèchement : montre ton abonnement. On ne nous parle pas comme ça. Même ma mère ne me parle pas comme ça".

"J'aimerais que les Belges s'intègrent aussi. Pour moi, s'intégrer, c'est aller vers les autres".

"Connais-moi et puis après tu peux me critiquer".

"Au moment des émeutes en France, au travail, un collègue m'a demandé : tu es venu allumer un incendie ? Tu as vu. Et si moi j'allais faire ça chez toi ? Je lui ai dit : en quoi est-ce que je suis concerné et toi aussi ?".

"On a beau parler le français mieux que les Belges, il y a toujours ce regard au niveau de la couleur de l'origine. On a toujours cette marque d'étranger sur le front".

"Qu'est-ce que je peux trouver comme travail à mon âge ? Je suis déjà trop vieux. Plus personne ne voudra m'engager".

"Je suis jeune, je ne suis pas vieux. Je peux travailler. A la maison, je perds mon temps, je regarde tout le temps la télévision. Il faut travailler, c'est la même chose pour tout le monde".

"Dans l'agence d'intérim, sur le feuillet d'entrevue, il y a une case où la personne de l'agence note ses premières impressions sur le candidat. Ca peut porter sur son habillement, sa manière d'être, mais aussi le visage compte. Ils jugent sur l'apparence".

Il faut s'intégrer, mais dans l'agence d'intérim, j'ai connu quelqu'un qui s'est inscrit un mois après moi avec le même niveau d'études. Il a été recruté au travail un mois avant moi".

La scolarité des enfants est une chance, mais ça coûte :

"Il me faut vingt minutes à pied pour conduire mes enfants à l'école et vingt minutes pour revenir. C'est difficile en hiver mais c'est trop cher d'y aller en bus".

"Je dois payer beaucoup d'argent. Les enfants reviennent cher ; il faut tous les jours payer pour eux, des vêtements, etc...et c'est cher (...) mais mes enfants vivent en Belgique comme s'ils étaient belges".



Rapport avec la police

Ce sont souvent les plus jeunes qui tiennent des propos plus radicaux quand ils évoquent leurs rapports (souvent conflictuels) avec les forces de l'ordre :

"On est toujours écrasé par la police car on ne connaît pas les lois. Ils ont tout le temps raison".

"J'ai été contrôlé quarante fois en deux ans de permis de conduire".

"Quand on est contrôlé, ils demandent les papiers, c'est normal, mais avec un étranger, ils cherchent plus loin. Ils cherchent les problèmes. La tension monte et on reçoit plusieurs P-V en même temps".

"Comme je répondais familièrement à un policier, il m'a dit que je n'avais pas à lui parler ainsi : on n'a pas élevé les cochons ensemble. Je lui ai dit qu'on ne mangeait pas de cochon. Pourquoi il m'a dit ça ?"

"Parfois les flics étrangers, ils font leur malin. Ils doivent en faire beaucoup plus pour être reconnu, pour progresser".

"Quand la police de Namur a besoin de nous (association immigrée), ils viennent nous trouver, mais quand ils ont pas besoin, ils s'en foutent".

"Si un Noir vole quelque chose, ils contrôlent tous les Noirs à Namur".

Des souhaits

Il s'agit ici de souhaits exprimés essentiellement par des femmes de Sambreville qui s'adressent directement aux élus et aux candidats des prochaines élections.

Plusieurs souhaitent notamment plus de propreté dans les rues :

"Il n'y a pas assez de poubelles publiques".

"Les rues sont moins souvent nettoyées ; il y a plein de crottes de chien en rue, il fait sale, il y a beaucoup de déchets à terre, il faudrait plus de poubelles en rue".

"Pourquoi ne pas faire une campagne de sensibilisation ville propre ?".

D'autres femmes évoquent quelques difficultés d'aménagement contrariant la mobilité et amenant toutes sortes de désagréments :

"Les trottoirs sont souvent mal adaptés, peu pratiques. Il y a des trous partout dans les trottoirs et c'est difficile de passer avec les poussettes des enfants".

"Les travaux n'avancent pas, c'est long...C'est dangereux car il n'y a plus de trottoirs et il y a des trous partout".

"Les choix des dates des travaux sont mal adaptés aux besoins des gens".

"Il manque d'éclairage public dans certaines rues et dans certains quartiers".

"Le bus ne passe plus près de chez moi à cause des travaux. A cause des travaux, il fait sale partout, la poussière, la boue rentrent dans les maisons".

"Il faudrait plus de pistes cyclables et mieux adaptées".

Des propos touchent à l'insécurité ressentie par certaines femmes :

"Dans mon quartier, je me fais attaquer par les chiens de mes voisins. Ils sont en liberté, j'ai peur".

"Dans les parcs publics, il y a des chiens non tenus en laisse, alors que c'est interdit et qui sautent sur nos enfants".

"Il y a des bagarres la nuit...On a détruit la fontaine et des carreaux".

Certaines femmes abordent des difficultés relationnelles multiples :

"Les chauffeurs de bus sont désagréables".

"Les chauffeurs de bus n'aident pas les parents qui ont des poussettes".

"Ma nièce veut porter le voile, mais l'école refuse. Elle ne veut pas non plus aller à la piscine, mais l'école l'oblige".

Paroles de demandeurs d'asile

Un accent est mis sur l'accueil du public par le personnel soignant :

"Le médecin informe mal. On ne sait pas ce qu'on a ; on ne sait pas ce que contiennent les médicaments. Il y a peu de dialogue".

"Les médecins nous reçoivent vite-vite. Ils ne prennent pas le temps d'écouter, d'expliquer".

"Dans les hôpitaux, on a affaire à des étudiants médecins non-supervisés et on est mal accompagné".

"Quand on prend rendez-vous avec un pédiatre, on a toujours un rendez-vous des semaines après. Parfois, c'est urgent, mais pas assez urgent pour être admis aux urgences".

Des difficultés concernent le coût de la vie :

"Les transports en commun coûtent de plus en plus chers".

"Être indépendant, c'est dur, les allocations familiales sont minimales. Il n'y a pas de sécurité financière".

"Pour les crèches, on paye selon la fiche de paie et pour les indépendants ? Il y a trop de différences entre les enfants des salariés, des indépendants et des chômeurs".

"Pour les cartes d'identité, ils sont de plus en plus stricts pour les photos ; il faut en faire des nouvelles et ça coûte cher".

"Les activités scolaires coûtent chers pour nos enfants : sport, musique, piscine...".

"Les médicaments sont chers ; il y a peu de remboursement".

Après la manifestation des sans-papiers d'août 2005 à Bruxelles, les demandeurs d'asile de FEDASIL Florennes ont demandé l'assistance d'AFICO afin de les accompagner dans leurs démarches pour créer une délégation et faire connaître leurs réalités. Au fil de plusieurs réunions, ils ont listé et catégorisé quelques demandes :

Droit à l'asile et à la régularisation :

"On voudrait des procédures claires et respectueuses de la dignité des personnes et des droits de la défense. Les délais ne sont pas raisonnables et il faut que les recours soient suspensifs. La régularisation doit se faire selon des critères clairs et permanents dans le respect des Traités internationaux et des conventions des Nations-Unies.

Il nous faudrait des papiers pour circuler librement en attendant qu'une décision soit prise et surtout on ne peut pas retourner dans son pays s'il y a la guerre ou qu'on y est en danger".

Droit au respect et à la dignité :

"Quelle est la formation des travailleurs du centre ? Certains montrent par rapport aux demandeurs d'asile des signes de négligences, du laisser-aller, un manque de suivi, de la maltraitance, de l'irrespect, de l'hostilité. Certains travailleurs du centre nous répondent vivement et ne sont pas toujours aimables.

Certains provoquent les demandeurs d'asile pour les faire sortir de leur gonds et pouvoir les expulser du centre s'ils se fâchent. Les Africains sont encore plus marginalisés.

Le badge est exigé partout, au réfectoire, au médical, à l'économat, pour les sorties et les entrées. Il faut un badge pour tout : sortir, entrer, manger, etc. Nous sommes traités comme des prisonniers, dans une cage, avec des barbelés autour, on nous abrutit, on nous empêche de réfléchir.

Certains parlent aux demandeurs d'asile comme à des enfants.

Un Africain ici est comme un zéro. Certains vont essayer de te piéger, ils vont te provoquer et après, on dira que tu es agressif, il faut faire comme ils veulent que tu fasses, sinon si tu te fâches, ils te font expulser du centre.

Certains demandeurs d'asile ont remarqué que leur courrier avait été ouvert".

Droit à être soigné :

"L'aide médicale est-elle sérieuse ? Il n'y a pas de suivi de nos demandes. Les diagnostics sont donnés sans consultation. Le médecin ne semble pas toujours très compétent ; c'est seulement à l'hôpital que certains ont droit aux médicaments adéquats. Malades, on les oblige à se déplacer pour aller chercher leur nourriture, quelque soit le mal dont ils souffrent. Le paracétamol semble être le médicament systématique et unique pour toutes les affections".

Droit à des logements décents :

"Les hommes seuls se retrouvent à huit dans une chambre ; ils souffrent donc des bruits divers et il y a la nuisance due à la promiscuité, le chauffage commun, trop chaud pour un, trop froid pour l'autre ; l'humidité dans les chambres, les moisissures, l'insalubrité, une personne asthmatique ne change pas de chambre, même avec un mot du docteur. Nous dormons mal, les hauts parleurs et les avions font un bruit épouvantable. Il y a des moustiques l'été et des cafards tout le temps. L'insalubrité est totale au niveau des toilettes et des douches : quatre toilettes et quatre douches pour quarante personnes".

Droit à une alimentation saine et variée :

"La nourriture est prise au réfectoire. On est obligé de manger ce qui est présenté. Or, nous n'avons pas les mêmes coutumes alimentaires. C'est toujours la même nourriture. L'horaire du dernier repas, c'est 18H30. On ne mange pas bien, la nourriture est préemballée. Le matin : tartine de pain blanc, fromage, confiture. Le midi : même chose ou une tranche de saucisson en plus. L'eau est-elle vraiment potable ? Il faut la puiser assez tôt car à 19h, la cuisine est fermée...si on a faim ou soif, tant pis !".

Droit à des activités variées et à des formations :

"Il n'y a aucune activité intéressante. On manque de loisirs. Après quelques années, on n'a plus la même façon de penser qu'avant, on débloque un peu, on n'a plus la maîtrise de soi avec tout ça. Il n'y a pas de formation permise. Si les demandeurs veulent une formation, ils doivent la payer eux-mêmes. Pas de tickets de bus pour aller jusqu'à l'école pour les plus de dix-huit ans. Pourquoi pas une salle d'informatique, des activités des fêtes de Noël, des salles de body-building, des salles pour les jeux des enfants ?

Humanisme :

"On souhaiterait un peu plus d'humanité et de compréhension de la part des responsables du centre. Besoin d'être écouté, accueilli".

On n'a aucune animation pour changer les jours ordinaires. Les uniques fêtes sont pour les mineurs non-accompagnés à l'occasion de leur anniversaire. Nous n'avons pas le droit de recevoir des visites sauf dans un tout petit local à l'accueil. Cette vie est déprimante ; à peu près tous, nous avons besoin d'un psychologue ; les adultes manquant d'activités ou d'enseignement, restent enfermés dans leur chambre toute la journée. Les enfants sont logés à la même enseigne. Ils dorment dans la même chambre que les parents. Pas d'école de devoirs, ni de crèche. Les enfants qui vont à l'école à Florennes ont été traités de macaques, de singes...On nous traite comme des bandits...



des apprentis échevins

A l'initiative de la Cellule concertation et citoyenneté de la Ville de Namur, des enfants âgés de dix à treize ans se sont improvisés échevins et Bourgmestre. Ils ont émis quelques propositions concrètes visant à améliorer leur commune. Ils avaient pour consigne de respecter les mêmes règles que celles qui régissent le fonctionnement d'un collège communal, à savoir: opérer des choix après avoir entendu les propositions de chacun.

Voici en vrac un relevé des propositions :

Mettre plus de casse-vitesses dans les villages.

Mettre des clôtures le long des forêts pour que les animaux ne se fassent pas écraser.

Avoir une politique culturelle (théâtre, bibliothèque, expositions) plus ouverte aux personnes à faible revenu et aux jeunes.

Augmenter la sécurité dans nos
rues car la délinquance règne.

Mettre plus de poubelles propres.
Engager plus de pompiers et de policiers.

Mettre plus de jeux dans les piscines communales.

Aménager des coins verts en ville.

Développer les campagnes de sensibilisation contre la pollution.

Embellir la ville.

Davantage de place de parking en ville.

Plus de sécurité le soir.

Informer au plus tôt les jeunes sur les enjeux des élections.

Faire des campagne anti-tabac.

Faire des récoltes de nourriture
pour les Restos du cœur.

Plus de crèches dans les écoles.

Avoir des toilettes publiques propres.

Investir dans les lieux de rencontres afin de favoriser les relations inter-générationnelles.

Plus de maisons de jeunes dans les villages.

Transformer les logements insalubres en logements sociaux.

Diminuer le prix des sacs poubelle.
Créer un service de vigilance afin de contrôler toutes les personnes ayant du pouvoir au sein de la commune, en vérifiant que les personnes ayant de grosses responsabilités fassent leur travail comme il se doit.

Plus d'endroits chauds pour les
sans-abris l'hiver.

Avoir des bus gratuits pour moins de trafic et de pollution dans les rues.

Aménager un mur sur lequel les jeunes puissent dessiner, taguer.

Améliorer les logements sociaux.

Aider plus les pays d'Afrique.

Organiser une journée sans voiture.

Créer une salle de spectacle.

Moins d'alcool pour les fêtes.

Réinstaller le téléphérique à la citadelle.

Introduire un conseil de jeunes au Conseil communal.



Les animateurs racontent ...

Comprendre et commenter ...

Au cours des animations réalisées, des observateur/participants ont tenté de comprendre le monde social de l'intérieur parce qu'ils partagent au quotidien la condition humaine des personnes qu'ils ont observées. Ces "commentaires interprétatifs" encadrent la description particulière du chapitre précédent.

En février 2006, quatorze jeunes garçons d'origine turque, étudiants, travailleurs, ouvriers, intérimaires, demandeurs d'emploi, indépendants, se sont réunis et ont abordés divers thèmes qui les touchent de près.

Voici le commentaire de l'observateur/participant :

“Beaucoup étaient là pour l’occasion, quelques uns par hasard. Dans la salle, on place quelques tables en carré. Plusieurs habitués et des responsables de l’association sont là aussi. Avant de commencer, ils s’éclipsent et l’un d’eux nous souhaite une bonne réunion. Manifestement, c’est avec plaisir qu’ils voient se dérouler l’initiative. Quelques jeunes restent au second plan ; ils doivent partir plus tôt. Dans le courant de la réunion, ils resteront quand même et l’un d’entre eux, pris au jeu, rejoindra même la table. Un gamin de dix ans est appuyé au kicker; il est là parce qu’il a accompagné son grand frère. Je lui propose de venir avec nous. Il accepte, mais il ne

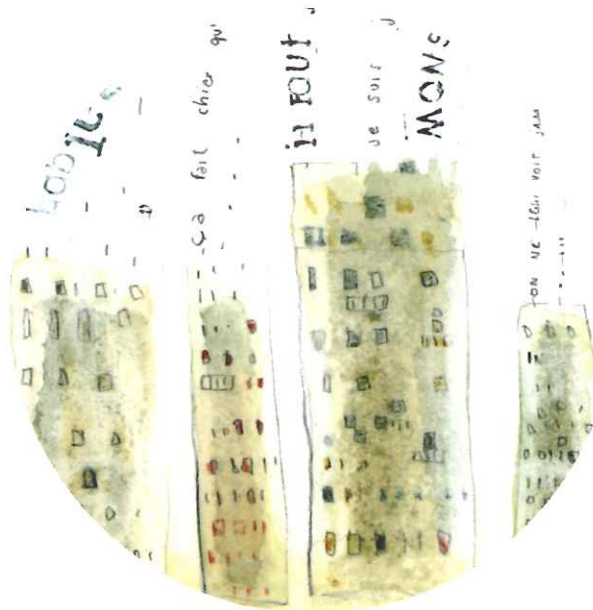
dira rien ; pour lui, il n'y a pas de problème. C'est parce qu'il n'a pas assez vécu, diront les aînés.

Vient le tour de table. Un des plus âgés veut céder la parole en premier aux jeunes qui répliquent : chez nous on respecte les anciens. Ce jeu de ping-pong ne dure pas longtemps, mais il met à l'aise.

La première réaction sera de demander ce que seront les élections d'octobre. Nous notons cela en rouge pour s'en souvenir et passer plutôt aux questions de la vie de tous les jours. Et là, les choses s'enchaînent vite, trop vite par rapport à nos capacités de prises de notes. On aurait pu enregistrer. La prochaine fois, on prendra une caméra dit quelqu'un.

Tous prendront la parole, même si deux ou trois tiennent le crachoir. Les plus jeunes s'exprimeront moins facilement. Plus que tout c'est de l'image qu'ils parlent et de la discrimination qui l'accompagne. La police en premier lieu. Ils parleront aussi d'identité et de l'intégration, celle qu'on leur impose. Les événements médiatiques (génocide arménien, foulard, émeutes en France, caricatures) semblent les marquer plus que leur expérience personnelle. Mais ils veulent s'exprimer".

De son côté, le permanent d'une association albanaise de Namur, qui a mis en place avec les respon-



sables une démarche assez originale de consultation, a été surpris par le nombre d'enseignements qu'il a retiré de l'expérience.

"Au départ il avait été prévu avec les responsables de l'association d'afficher des panneaux d'expression. Trois thèmes étaient annexés: le logement, la santé et les statuts administratifs. Ces thèmes étaient considérés à priori comme les plus prégnants pour la communauté concernée.

Dès le début de l'affichage des grandes feuilles vierges, les gens ont réagi: pourquoi ces panneaux? Ils se demandaient à quoi cela allait pouvoir servir. Le permanent de l'association a pu leur expliquer l'objectif. Il a cependant bien précisé que l'on ne pouvait garantir que l'expression des gens soit entendue et prise en compte par les décideurs.

Malgré cela des gens se sont mis à écrire. Il y en eu quatre le premier jour. Ensuite plus rien. Il a fallu reparler avec les gens, surtout l'après-midi et en soirée, lorsque la plupart des personnes commencent à fréquenter le local de rencontre.

Certains n'osaient pas écrire mais ont téléphoné au permanent pour demander de l'aide. Celui-ci leur a proposé d'écrire sur une feuille de papier, comme une lettre. C'est ce que plusieurs personnes ont fait chez eux, par-

fois avec l'aide d'un de leur fils ou de leur fille pouvant mieux écrire en français pour s'exprimer au nom de la famille entière. Ensuite ces "lettres" furent collées sur les panneaux.

Entre eux les gens se parlaient, se questionnaient sur le pourquoi de la démarche mais aussi sur ce qu'il était bon de dire, d'écrire. Certains incitaient d'autres à écrire, mais eux-mêmes s'en abstenaient. Finalement, au bout de deux semaines, 15 témoignages ont été récoltés. Résultat somme toute un peu décevant.

Après que les feuilles aient été dépendues des murs, des gens se sont inquiétés: ils auraient à ce moment voulu participer mais c'était un peu tard..

La manière avec laquelle les gens se sont exprimés a quelque peu surpris. Ils ont écrit de manière très personnelle (Je m'appelle.... et...), parfois sous la forme d'une attestation (Je soussigné ..., avec toute ma famille...). Ils réfléchissaient beaucoup à ce qu'ils devaient écrire. Sans doute pensaient-ils qu'en mettant leur identité, cela aurait un impact pour leur situation personnelle.

Le sujet principal a aussi de quoi étonner. Toutes les contributions ont tourné autour de la régularisation de séjour. Or une majorité des gens qui fréquentent le centre n'ont pas de problèmes de statut. Les responsables du centre

pensent que les problèmes de logement ou de santé sont réels, mais la sur-représentation des soucis liés aux statuts peut s'expliquer. Il ne faut pas oublier que le mouvement des sans papiers a démarré à Namur presque au même moment que la consultation. Des réunions préparatoires avaient déjà eu lieu et le Centre se préparait à accueillir des sans papiers dans ses locaux. C'est sans doute une des raisons d'ambiance par laquelle le phénomène peut s'expliquer".

Deux matinées d'animation ont été proposées en février 2006 à des femmes adultes d'origine étrangère fréquentant des groupes d'alphabétisation à Namur sur le thème: "Je connais ma commune".

Voici les commentaires d'une observatrice/participante :

"L'animation a permis d'aborder le thème de la commune et des élections de manière ludique et active. Le sujet est plutôt rébarbatif à approcher sans l'aide d'outils adaptés. Le plan de la commune, les bâtiments à placer sur la maquette, les situations concrètes et la mise en recherche par groupe sont autant d'activités qui rythment l'animation et facilite l'entrée en matière".

De manière générale, les apprenantes montraient de l'intérêt pour les thèmes proposés et prenaient plaisir à pouvoir

parler de ce qu'elles connaissaient déjà. La participation au sein des petits groupes donnait l'occasion à chacune de pouvoir s'exprimer plus aisément. La principale difficulté se situait au niveau du vocabulaire et de la barrière de la langue. Nous avons toutefois pu prendre le temps de nous attarder sur cette explication. L'objectif de permettre aux apprenantes de faire le lien entre les services communaux et les élections n'a pu être qu'amorcé. La matière est en effet dense sur un laps de temps comme celui-ci.

Même si cette première approche est superficielle pour un public adulte, elle permet de jeter les bases d'un travail plus approfondi sur la question et est en quelque sorte un passage obligé..

Pour les formatrices, l'animation a mis en exergue des notions essentielles qui ne sont pas acquises par les apprenantes et qui feront l'objet de prochaines séances de cours. Grâce à cette animation, nous avons pu franchir un premier pas, de manière agréable, vers une question difficile à amorcer. L'outil pédagogique que nous avons reçu (jeu du Creccide) fera le lien entre l'animation et la suite des activités "élections". Le jeu, à refaire en groupe, servira d'outil d'évaluation des acquis de ces premières animations. Nous envisageons par la suite une visite de la commune et pourquoi pas une

Il sera également nécessaire de consacrer du temps aux nouvelles dispositions du droit de vote aux élections communales".

partager sur le sujet. Chaque femme vivait ces difficultés de manière individuelle. Entendre que d'autres exprimaient les mêmes choses a permis l'échange de situations et à facilité l'expression".



Si nous reprenons le thème de la religion, nous pouvons en dire qu'elle est fort critiquée. Ce jeune d'origine albanaise nous explique qu'il est fort "jugé" par rapport à sa religion, qui est différente de celle pratiquée par l'école. Le regard des autres est toujours un problème. Certaines personnes possédant un caractère plus faible que d'autres, auraient vite tendance à se replier sur elles-mêmes, à déprimer ou tout simplement vouloir changer pour pouvoir ressembler au soi-disant tout le monde.

Le logement est une des difficultés abordées et rejoint le problème du coût de la vie. Un des jeunes se plaint de vivre dans un appartement parce que ses parents étant divorcés, la maman ne peut se permettre de vivre dans une maison. Il a dû changer de village et de style de vie du jour au lendemain. Ce fut difficile pour lui. Ce problème d'argent a amené ce jeune à changer de vie et donc à voir beaucoup moins sa maman. Il habite plus loin que son ancien village et donc sa maman a plus de trajet. Elle rentre tard et part tôt. Sa maman perd toute disponibilité avec lui pour pouvoir travailler et donc ramener de l'argent.

Je suis étonné de ne pas avoir rencontré de problème face à l'enseignement. Mais je me rends compte que la société et l'argent, jouent tous deux un rôle important de nos jours. Ces deux points se relient, dans un sens où si on n'a pas d'argent, on ne peut pas ressembler à l'image donnée par la société.

L'engagement

Certains de ces jeunes veulent changer ou organiser des choses en rapport avec leurs groupes d'appartenance. Par exemple, le jeune participe au comité de quartier et souhaiterait changer l'arrêt de bus, car celui-ci est trop éloigné; il souhaiterait organiser plus d'activités. Tout cela dans le but du bien-être et de l'amusement de personnes dans le quartier.

Le racisme

Les changements à apporter au monde ce serait le racisme. En effet, pour ce jeune, le racisme est la chose la plus importante à changer. Pour comprendre vraiment l'atrocité du racisme, il faut se rendre à Auschwitz. Nous vivons dans un monde qui n'est pas équilibré et que donc ce camp de concentration est favorable à l'évitement de la montée du fascisme. La politique ne pourrait rien faire contre cela. Pour ces jeunes, la politique contient beaucoup trop de fas-

cistes comme en France par exemple. Dès qu'une personne est raciste, celle-ci va voter pour un parti d'extrême droite sans écouter, ni comprendre les propos de ces partis. Pour éviter le racisme, c'est à nous à travailler et non à la politique. Celle-ci n'est pas compétente. Celle-ci ne fait que du bruit et rien de plus explique un jeune.

Le voyage à Auschwitz

Les jeunes nous ont fait part de leur vécu à Auschwitz. Certains sont partis car leur famille en avait parlé, d'autres parce qu'ils voulaient avoir une "vraie" vision de ce dur passé. Pour eux, ce voyage a mené de grandes amitiés, des connaissances sur d'autres cultures.

Suite à cette visite, ils ont réalisé ce qu'ont réellement vécu entre autres les Juifs. Le racisme avait une importance énorme à cette époque. La visite de ce camp a été positive dans le sens où la guide a fait apparaître les histoires des survivants et des rescapés.

Les choses qui ont choqué, ce sont les milliers de chaussures, de vêtements, cheveux de personnes massacrées, la chambre à gaz, les toilettes et leurs histoires.

La chose qui a déçu, c'est que ce camp est beaucoup trop aménagé. Il y a eu une comparaison de camp avec le génocide du Rwanda, et cela a retenu l'attention de tous. La visite du

camp a été beaucoup moins éprouvante que nous le croyions. En résumé, ce fut une belle expérience avec beaucoup d'émotions et de réflexions.

A propos du présent, les jeunes disent que les massacres, tortures,...identiques à ceux qu'ont vécu ces personnes à Auschwitz est toujours d'actualité. Le racisme ou les guerres religieuses sont présentes. Les médias ne font que présenter ce qui se passe dans les pays "riches".

Les personnes de nos jours, n'aident ou ne s'intéressent qu'aux pays qui sont en rapport avec leurs propres intérêts. (Exemple d'un jeune : les personnes ne vont faire que des dons pour les pays de leur destination de voyage mais rien pour les pays africains").

Pour conclure, l'observateur/participant note

"En conclusion, la religion, le racisme dans le monde sont les points fondamentaux pour ces jeunes. Il est malheureux qu'à l'heure actuelle toutes ces atrocités soient encore présentes. Ce sont les personnes et la société qui peuvent éviter ces "massacres" et changer cette vision.

Les jeunes se rendent compte que beaucoup de choses se perdent au fil des années, comme par exemple la religion. Les seules fêtes encore pratiquées sont religieuses, mais dans un seul intérêt "le congé". Il y a d'autres

fêtes très profitables mais sont effacées peu à peu car n'ont aucun intérêt. Or toute fête quelque soit son origine a son importance".

En avril 2006, neuf jeunes étudiants de Namur se sont réunis pour un débat autour du thème de la citoyenneté et du vote. Parmi ceux ci, sept vont voter pour la première fois aux prochaines élections communales. Voici le commentaire de l'observateur/participant

"Les jeunes manquent d'informations. Ils veulent savoir pour qui ils votent et pour quoi et seraient intéressés par une séance d'information pas "chiante" sur la politique.

Les jeunes se rendent compte, suite aux conclusions des animateurs, qu'ils ont parlé de politique pendant plus de deux heures".

Une autre animation a regroupé douze personnes (sept femmes et cinq hommes) âgés de vingt-deux à cinquante-six ans. Voici le commentaire de l'observatrice/participante

"Au départ, pas beaucoup de motivation sur le sujet qui allait être abordé. Etre citoyen qu'est-ce que c'est ? Très peu de réponses ou des réponses très négatives. "Ca sert à rien" ; "Ils s'en foutent de nous".

J'arrive quand même à faire émerger

un acte citoyen qui a été proposé par une participante (sans qu'elle s'en rende compte), c'est à dire qu'elle a interpellé sa commune afin que des casse-vitesses soient posés dans sa rue suite à un accident avec un enfant, ce qui a été fait. Ainsi, j'en profite pour leur rappeler que leur voix est entendue si ils vont la porter au bon endroit. Mais dans les faits, les gens râlent et les lieux où ils peuvent être entendus ne sont pas investis (Conseil communal, enquêtes...).

En me servant d'un document, je fais le tour des différents services communaux en faisant des liens avec des choses qui les touchent, des choses pratiques :

- Susciter l'intérêt par rapport au logement. Un jeune d'une vingtaine d'années avait des problèmes avec son propriétaire et je pose des questions sur son bail.
- Susciter l'intérêt par rapport à l'emploi en lien avec le CPAS.

Questionnement d'une jeune participante : "On n'a qu'à travailler en noir". Explication sur la sécurité sociale. L'ONSS et l'importance du travail déclaré. La participante fut surprise de l'explication car elle ne savait pas que si tout le monde travaillait en noir, il n'y aurait plus d'allocations de chômage, de pensions, d'allocations familiales, de mutuelle.

Au fil des animations réalisées depuis de nombreuses années par un service communal d'éducation à la citoyenneté, les responsables ont pu constater que les résultats obtenus sont significatifs tant sur le fond que sur la forme.

Sur le fond : les propositions citées dans ce recueil ont été analysées avec l'éclairage complémentaire des résultats d'une autre animation lors de laquelle les mêmes enfants étaient amenés à voter un budget communal en alimentant 8 enveloppes budgétaires différentes.

L'ensemble des résultats permet de mettre en évidence que les préoccupations des jeunes vont dans l'ordre suivant :

1. Les besoins sociaux
2. La protection de l'environnement
3. L'enseignement et les travaux OU la police, la sécurité
4. L'organisation des loisirs

Sur la forme : l'animation fait prendre conscience

-De la difficulté de prendre une décision collégialement tout en respectant l'expression de chacun

-Que les membres d'un groupe ont des besoins différents

- Que les différentes options proposées ne sont pas forcément bonnes ou mauvaises, d'où la découverte du système de valeurs qui anime chacun.

-Que si chacun campe sur sa position, les décisions sont gelées, donc la vie communale en pâtit.

-Que lorsqu'une discussion s'enlise, il existe une manière d'avancer : en allant chercher des informations complémentaires auprès de personnes plus compétentes, voire d'experts.

En résumé, nous pouvons dire qu'à l'issue de l'animation, chaque participant comprend mieux la signification du terme "démocratie" ainsi que son opposé "dictature".

Les participants ont aussi un regard différent sur le rôle des élus. Ils s'accordent pour dire que c'est un travail difficile qui requiert beaucoup de connaissance, de discipline, de patience et qu'il est nécessaire d'apprendre à écouter les autres.

A la fin de chaque animation les élèves sont invités à dire s'ils souhaitent ou non s'inscrire, plus tard, dans la vie politique. Les réponses sont nettes :

-Soit c'est un OUI franc (environ 1/3)
Motif : pour faire changer les choses, pour améliorer la vie des plus démunis, pour rendre la vie plus belle.

-Soit c'est un NON catégorique : (environ 2/3)

Motif : c'est trop compliqué, il faut connaître trop de choses.

Inscrite dans le recueil, la dynamique en cours depuis 2005 avec des demandeurs d'asile

hébergés dans un centre d'accueil en province de Namur a apporté une touche particulière. En effet, ce groupe ne pouvait se contenter d'un moment de collecte de témoignages. Le document qui est issu de la démarche montre que les aspirations des personnes étaient de déboucher sur quelque chose de plus construit.


Le document qui a été intégré dans ce cahier est un document brut, un document de travail. Lors d'une assemblée début de cette année, plusieurs critiques ont été lancées par rapport à ce document. En voici deux exemples.

Premièrement, les témoignages en ce qui concerne spécifiquement les personnes originaire d'Afrique noire.

Ensuite, les places respectives entre la question des papiers et la question des conditions de vie dans le centre d'accueil.

Plusieurs personnes ne se retrouvaient pas dans le document présenté.

Fallait-il un document qui présente un éventail de témoignages ou de problèmes sans que tout le monde se retrouve dans tout? Fallait-il plutôt un document recueillant l'assentiment général? Les corrections décidées n'ont pu être apportées, vu l'accélération des événements au cours de ce printemps : occupations, manifestations de sans papiers.



Nous ne voudrions pas terminer cette publication sur l'impression que tout est cloturé, que tout a été dit. Au contraire, si le cahier se referme, nous pensons que les idées qui y ont été inscrites, les paroles qui y ont été gravées résonneront encore.

“à nous la parole....” est sans doute le premier aboutissement visible et public du projet “participations électorales 2006”. Ce n'est pourtant qu'une étape dans un processus formellement enclenché en novembre 2005. Le cahier va maintenant vivre dans les mains des candidates et candidats aux élections locales, futurs élus et mandataires après le 8 octobre.

D'ici là – et sans doute encore bien après - Ce cahier sera porteur de citoyenneté notamment sur les trois aspects suivants ;

Tout d'abord **sur le plan de l'information**. La participation des publics à la consultation a révélé certains besoins d'information: sur la commune, les institutions, le vote. Un effort a déjà été fait – et il s'amplifiera – pour augmenter par des séances d'information et des

animations, la maîtrise et la compréhension, par les gens, des enjeux locaux.

Dans la foulée, on peut dire que c'est avec un objectif d'éducation permanente que certains membres du partenariat ont construit leur intervention avec leur public de jeunes, de femmes, de personnes d'origine étrangère, de personnes en alpha. Par ailleurs il est clair pour nous qu'un effort d'éducation ou simplement de sensibilisation doit être poursuivi **avec tous les publics**, surtout lorsque ressortent les questions de racisme et de coexistence, de différence culturelle.

Enfin, il appartiendra aux partenaires, ensemble ou séparément, de déplacer le champ d'action qui a été le leur jusqu'à présent dans ce projet en passant d'un objet de sensibilisation générale à **une démarche de proposition** permettant d'améliorer le fonctionnement du système à la satisfaction de tous et aux responsables politiques de donner des réponses aux attentes des citoyens.

Le C.A.I. se portera garant d'une volonté : que ce processus citoyen puisse s'inscrire dans la durée.

Collaboration scientifique : Philippe Harmegnies,
Sociologue. Unité de recherche appliquée, Hénac,
Namur.

Illustration : Ilhelm Abel-Jelli

Mise en page : Charline Mottart - C.A.I.

Coordination de la rédaction :
Patrick Collignon - C.A.I.

Dépôt légal : D/2006/8664/1
Juin 2006

